

# LA LETTRE DU HERISSON

BIMENSUEL N° 12 15 NOV 84

## sommaire

STAGES (rappel).....	P. 2
EDITORIAL : VANOISE, VICTOIRE POUR DEMAIN .....	P. 3
FAUNE : CAMPAGNES "LEVEZ LE PIED", "SAUVEGARDE DE L'ELEPHANT".	P. 4/5
LE TRAFIC DES RAPACES: UN PROGRES - QUESTIONS ECRITES	P. 6
CHASSE : .....	P. 7/8
POLLUTION : L'INFORMATIQUE AU SECOURS DES FORETS AUTRICHIENNES	P. 9/10
VIE ASSOCIATIVE : COMMUNICATION INTERNE - LES T.U.C - .....	P. 10/11
RESEAU AGRICULTURE : COMMENT VULGARISER NOTRE SAVOIR ?.....	P. 11/12
RESEAU EDUCATION : ELUS ET AUTRES GESTIONNAIRES- ENQUETE.....	P. 12 à 16
EN BREF .....	P. 17/18
MINISTERE : CONNAITRE POUR MIEUX GERER .....	P. 18
EUROPE : VERS UNE INTERDICTION TOTALE DES PCB et PCT .....	P. 18
LA POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT .....	P. 19
MONDE : L'ABATTAGE DES MANGLIERS EN EQUATEUR .....	P. 20
DOCUMENTATION .....	P. 20
FORMATION F.F.S.P.N .....	P. 21
DERNIERE MINUTE .....	P. 22

■ VENDREDI 7 ET 8 DÉCEMBRE 1984

REMEMBREMENT ET P.O.P.N - LORRAINE

LE LIEU EXACT SERA PRÉCISÉ ULTÉRIEUREMENT

CONTACT: FLORE- 16.8.776.30.46

PRIX ADHÉRENT, DRAE, COLLECTIVITÉS : 80,00 F

AUTRES : 150,00 F

■ SAMEDI 8, DIMANCHE 9 ET LUNDI 10 DÉCEMBRE  
84 EN OPTION

PROTECTION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

CONVENTION DE WASHINGTON - TRAFIC D'ANIMAUX

LE CREUSOT (SAÔNE ET LOIRE)

PRIX ADHÉRENT, DRAE, COLLECTIVITÉS: 70,00F

AUTRES : 300,00F

(POUR 2 JOURS)

PRIX ADHÉRENT, DRAE, COLLECTIVITÉS: 130,00 F

AUTRES : 400,00F

(POUR 3 JOURS)

■ MERCREDI 16 AU SAMEDI 19 JANVIER 85

INFORMATIQUE ET ASSOCIATION DE PROTECTION DE  
LA NATURE

RÉGION DE CAEN - CONTACT CREPAN/FFSPN

PRIX ADHÉRENT, DRAE, COLLECTIVITÉS: 400,00 F

AUTRES : 2000,00F

■ WEEK-END DES 16 ET 17 MARS À PARIS

STAGE STRATEGIES DE GESTION D'UNE ASSOCIATION

CE STAGE S'ADRESSE UNIQUEMENT AUX ADMINISTRA-  
TEURS D'ASSOCIATION.

**RECTIFICATIF**

LE STAGE REMEMBREMENT ET PQPN, ORGANISÉ PAR  
FLORE AURA LIEU LES MERCREDI 30 ET JEUDI  
31 JANVIER 1985

CONTACT À PRENDRE AU 16.8.776.30.46



# éditorial

## "VANOISE, VICTOIRE POUR DEMAIN ?"

CETTE CITATION DE JEAN CARLIER, AUGMENTÉE D'UN POINT D'INTERROGATION RÉSUME BIEN LA SITUATION.

LE GOUVERNEMENT VIENT DE DÉCIDER L'ABANDON DU PROJET DE CONSTRUCTION DES BARRAGES DU CLOU ET DE LA RAIE EN HAUTE TARENTAISE. NOUS NE POUVONS TOUTS QUE NOUS RÉJOUIR DE CETTE SAGE DÉCISION. LORS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE, LES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE AVAIENT SOULIGNÉ QUE LA RÉALISATION DE CE PROJET AURAIT GRAVEMENT DÉTRUIT UNE PART PRÉCIEUSE DE NOTRE PATRIMOINE NATUREL. ELLES AVAIENT ÉGALEMENT MONTRÉ L'IRRÉALISME FINANCIER ET ÉNERGÉTIQUE DU PROJET. LE BON SENS TRIOMPHE DONC.

IL RESTE QUE L'ANNONCE DE CETTE DÉCISION EST VENUE D'EDF ET NON DU GOUVERNEMENT. CET ÉTAT DANS L'ÉTAT PARLE DE SUSPENSION DU PROJET QUI NE SE JUSTIFIE PLUS ÉCONOMIQUEMENT.....

IL N'Y A PAS SI LONGTEMPS, EDF PRÉTENDAIT ENCORE LE CONTRAIRE... COMPRENNE QUI POURRA!

L'ON NE PEUT QUE S'INTERROGER SUR LE SÉRIEUX AVEC LEQUEL SONT PROPOSÉS DE TELS PROJETS PAR "LES HOMMES AU SERVICE DES HOMMES". L'ON NE PEUT QUE REGRETTER MAINTENANT QU'UNE FOIS DE PLUS, EDF AIT TENTÉ DE RÉALISER UN COUP PARTI EN ENGAGEANT DES TRAVAUX ONÉREUX DITS PRÉLIMINAIRES DONT LA FACTURE (100 MILLIONS DE FRANCS) DEVRA ÊTRE RÉGLÉE D'UNE FAÇON OU D'UNE AUTRE PAR...LES CONTRIBUABLES. ON PEUT ESPÉRER QUE CE PROJET, COMME CEUX QUI VISENT LES PARCS NATIONAUX DES ÉCRINS, DU MERCANTOUR ET DES PYRÉNÉES OCCIDENTALES, SERA DÉFINITIVEMENT ABANDONNE.

J.P. RAFFIN

# faune

## CAMPAGNE "LEVEZ LE PIED"

Le CETE de l'OUEST (Centre d'Etudes Techniques de l'équipement de l'Ouest) nous communique les premières données du recensement national de janvier à juin 1984 concernant en particulier :

### LES COLLISIONS VEHICULES - GRANDS MAMMIFERES SAUVAGES

Voici les principaux résultats :

Un peu plus de 1400 collisions ont été constatées sur le réseau routier français entre janvier et juin 1984. Parmi celles-ci, 1 196 concernent le chevreuil, 124 le sanglier et 82 le cerf.

De nombreuses collisions impliquant des chevreuils ont eu lieu en avril et mai, alors que celles impliquant les sangliers se sont surtout produites en début d'année. Pas de tendance nette pour le cerf.

95 départements participaient à l'enquête.

\* Quatre d'entre eux regroupent 19 % des collisions :

- DORDOGNE : 75
- HAUT RHIN : 65
- MOSELLE : 62
- LANDES : 60

\* Maxima constatés par espèces :

- 72 chevreuils en Dordogne
- 10 cerfs dans l'Oise
- 6 sangliers respectivement en Isère, Haut-Rhin et Haute Savoie.

\* Fréquence des collisions par département et par espèces :

- chevreuil : collisions signalées dans 83 % des départements.
- sangliers : collisions signalées dans 55 % des départements.
- cerfs : collisions signalées dans 33 % des départements.

- les autres animaux tués (mouflon, chamois, cerf sika, castor, daim) concernent, pour chaque espèce, moins de 2 % des départements.

Quant aux animaux de petite taille (hérissons, batraciens, oiseaux, etc.), les chiffres font cruellement défaut. Si vous possédez quelques statistiques à l'échelon régional ou local, merci de nous les communiquer.

Vous avez peut-être, au sein de vos associations, envisagé des solutions techniques. Faites-les nous connaître en écrivant au :

Service Promotion  
V. Dublanche  
FFSPN  
57 rue Cuvier  
Maison de Chevreuil  
75231 PARIS CEDEX 05

## CAMPAGNE NATIONALE DE SAUVEGARDE DE L'ELEPHANT

L'Alsace.  
Le 7 novembre 1984.

Les chasseurs d'ivoire en tuent 65.000 par an

## Le cimetière des éléphants

«Achetez-moi en bronze plutôt qu'en ivoire... pour me sauver la vie». Tel est le texte de l'affiche que la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN) vient d'éditer, en faveur d'une espèce de mammifères parmi les plus menacées, l'éléphant, le plus gros animal vivant actuellement sur terre, plus vieux que l'homme, mais qui risque de disparaître par la faute de ce dernier.

Partout où le pachyderme a réussi à survivre, les populations d'éléphants sont aujourd'hui en chute libre. Sur le continent asiatique, où les empereurs Moghol pouvaient autrefois se permettre de partir en guerre avec des milliers d'éléphants montés, on n'en compte plus que 40.000. La situation est devenue alarmante, aussi en Afrique, où 15% seulement des derniers éléphants vivent en zone protégée. Ils sont encore un million. Plusieurs millions de moins, toutefois, qu'il y a deux générations à peine.



## UN EXEMPLE A SUIVRE

Sur ces deux continents, la cause de la disparition progressive de l'éléphant est la même: c'est l'appât de l'ivoire, que les spéculateurs vont jusqu'à entasser dans des chambres fortes en tablant sur l'extermination prochaine des pachydermes.

Traqué par les chasseurs et les braconniers, le géant à la mémoire prodigieuse n'est nullement recherché pour sa chair... et se trouve sans défense devant une telle volonté de tuer. En moins de dix ans, la population d'un parc national au Sénégal est tombée de 500 à 100 individus. Plus de la moitié des éléphants du Kenya, durant le même laps de temps, a disparu. On estime qu'à Hong Kong arrive en moyenne chaque mois l'ivoire de 2.500 éléphants. Par surcroît, on abat les éléphants de plus en plus jeunes. **«Alors qu'un éléphant fournissait 45 kg d'ivoire il y a 20 ans, cette moyenne est tombée à 10 ou 15 kg aujourd'hui»**, note la FFSPN.

Le négoce de l'ivoire est pourtant réglementé par les dispositions de la Convention de Washington sur la protection des espèces menacées d'extinction. C'est ainsi que les pays signataires ont classé au plus haut degré de protection l'éléphant d'Asie et qu'ils vont faire de même pour l'éléphant d'Afrique. Certains Etats comme la France ont même pris des mesures encore plus strictes que la Convention de Washington pour limiter les importations d'ivoire brut, tombées chez nous de 89 tonnes en 1976 à 6 tonnes en 1982. Mais les trafiquants n'en poursuivent pas moins leur chasse à outrance abattant chaque année - selon un rapport du Parlement européen - 65.000 éléphants, et entraînant à ce rythme la disparition totale des pachydermes dans une vingtaine d'années.

Les mesures prises au niveau des Etats ne suffisent donc pas. Il faut de plus, note dans sa campagne la Fédération française des sociétés de protection de la nature, un vaste élan de la population pour mettre un terme à ces massacres.

Pour J.-P. Le Duc, secrétaire général de la FFSPN, **«la solution est de faire cesser le commerce de l'ivoire»**. Plus de débouchés, plus de tueries... On n'en est hélas pas là. Mais si nous échouons, note la FFSPN, cela signifierait que cet animal fabuleux, le plus colossal et le plus étrange que notre époque ait connu, serait rayé de la liste des espèces vivantes. Le dernier des géants aurait alors rejoint ses frères au cimetière honteux des éléphants...

*Le 23 octobre 1984, Monsieur M. Boyer, responsable local du R.O.C. (Villefranche de Panat) a adressé une lettre d'information à la société Patchouly de Grenoble qui s'occupe, entre autres, de la vente de bijoux en ivoire.*

J'ai relevé, dans votre catalogue, une vingtaine de bijoux qui sont en ivoire ou qui comprennent de l'ivoire.

Je suis pour le moins étonné que vous puissiez encore proposer de tels bijoux.

Vous n'êtes pas sans savoir que les populations d'éléphants sont en très forte régression et que des mesures de protection de ces pachydermes

sont prises un peu partout dans le monde.

Je suis totalement persuadé que vous pourriez aisément cesser de vendre des objets en ivoire et que beaucoup de clients potentiels se tourneraient vers vous de préférence lorsqu'ils sauraient que vous refusez de cautionner, même indirectement, le braconnage et le trafic de l'ivoire.

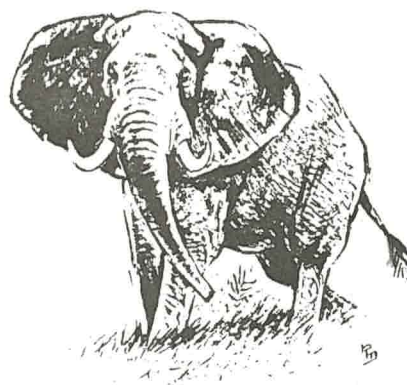
Votre chiffre d'affaires n'en serait que meilleur et vous auriez la satisfaction, ô combien importante, de participer vous aussi à la protection et à la sauvegarde d'une espèce animale particulièrement noble et magnifique.

Beaucoup d'autres maisons de vente ont décidé d'agir dans ce sens. Elles s'en félicitent.

J'espère vivement que vous les rejoindrez et que vous voudrez bien me tenir au courant de votre décision.

Dans cette attente, je vous prie de croire à mes sentiments distingués.

*Nous remercions vivement Monsieur M. Boyer de son intervention qui s'inscrit parfaitement dans le cadre de la Campagne Nationale de Sauvegarde de l'Elephant, lancée par la FFSPN au mois de juillet, et nous invitons toutes les personnes qui remarquent un commerce important des objets en ivoire à en faire autant.*



## LE TRAFIC DES RAPACES : UN PROGRES ?

Le 22 octobre 1984, le service des douanes de Saint Avold, lors d'un contrôle de routine, a découvert, dans un véhicule conduit par des hauts représentants d'un Emirat arabe, un faucon pèlerin et deux faucons sacres.

Le trafic des rapaces par la fauconnerie vers les Emirats arabes est important, et aucune intervention n'avait jusqu'ici permis d'obtenir des preuves indubitables.

Cette affaire va donc pouvoir permettre une action sur cette filière.

La Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature, la Ligue pour la Protection des Oiseaux, ainsi que le Fonds d'Intervention pour les Rapaces ont porté plainte, afin que cette affaire puisse aller jusqu'au bout malgré les probables interventions diplomatiques.

\*\*\*

Le 9 novembre 1984, les deux gardes de l'ONC, dûment mandatés, sont venus retirer les deux faucons (le troisième a été volé) à Monsieur Daniel Beguin, responsable du FIR Lorraine, qui avait été nommé séquestre peu après l'interpellation de voyageurs arabes sur l'autoroute.

" On a fait disparaître les preuves d'une affaire scandaleuse ", a dit Monsieur D. Beguin dans une interview donnée à la presse.

Le FIR a pris pour cible le Ministère de l'Environnement, qu'il accuse de ne pas avoir joué son rôle dans cette affaire.

" On m'avait dit qu'il y avait des pressions dans cette affaire, significatives au niveau international. La France a pourtant ratifié la convention de Washington sur les espèces protégées. ... Aujourd'hui, nous sommes bafoués. " a déclaré D. Beguin.

Le FIR, qui a décidé de faire respecter la loi, a l'intention d'entreprendre une concertation à ce sujet avec l'ensemble des associations de protection de la nature.

Ces dernières descendent de plus en plus vers le bas où souvent des campeurs ou des promeneurs effectuent des randonnées. Il lui demande si ses services sont vraiment au courant de cette situation. En effet, quand les hameaux et les petits villages étaient habités, les volailles, poules et coqs, étaient devenus des prédateurs de qualité à l'encontre des jeunes espèces. Il lui demande également de préciser quelles sont les contrées de France où l'on enregistrerait un très grand nombre de serpents, notamment des vipères. En second lieu quelles sont les catégories de reptiles vivant en France qui, en cas de piqûre ou de morsure, sont dangereuses pour la vie de ceux qui sont atteints.

*Réponse.* — Le ministre de l'environnement est parfois saisi de plaintes concernant d'éventuelles proliférations de vipères. Les enquêtes effectuées démentent ces suppositions. Il est bien évident que localement un terrain laissé à l'état de friche peut être propice à la présence de vipères aspie qui fréquentent les zones de lisières, les biotopes rocheux ou buissonnants. Cette situation ponctuelle ne saurait être assimilée à une prolifération de cette espèce au demeurant utile et légalement partiellement protégée. Quant à la vipère péliade, qui fréquente plus volontiers les zones humides et le bocage, très vulnérable à l'action de l'homme, elle se raréfie dans la majeure partie de son aire de répartition.

*Animaux (vipères : Pyrénées-Orientales).*

53689. — 16 juillet 1984. — M. André Tourné expose à Mme le ministre de l'environnement que des bruits courent un peu partout, notamment dans la région pyrénéenne ainsi que dans les Pyrénées-Orientales, au sujet d'un ensemencement de petites vipères qui serait effectué par l'intermédiaire d'hélicoptères, cela en vue de reconstituer cette faune susceptible de produire les sérums dont on a besoin pour soigner ceux qui sont atteints de temps en temps par la morsure de ces reptiles. Il semble que de tels bruits ne soient pas fondés. Mais ils existent. Peut-être dans certains cas confond-t-on ce qu'effectuent certains hélicoptères qui, en haute montagne, jettent des alevins de truites dans des torrents. En conséquence il lui demande de bien vouloir, d'une façon précise, démentir de tels bruits qui portent atteinte à des fréquentations touristiques en montagne et en haute montagne, alors que la France disposerait de quantité de sérum nécessaire stocké, notamment en provenance de l'étranger. Il lui demande également quels sont les pays qui fournissent à la France le sérum en conséquence.

*Réponse.* — Aucune des enquêtes effectuées n'ont à ce jour permis de conclure que des lâchers de vipères étaient réalisés. Ceux-ci seraient de toutes façons techniquement délicats pour un résultat aléatoire quand on sait la difficulté de procéder à des réintroductions d'espèces ou des renforcements de populations. Par ailleurs, les laboratoires disposent actuellement de stock de sérum fabriqué à partir de venin récolté sur des spécimens d'élevage ou prélevés temporairement dans la nature qui les dispensent de se livrer à de telles actions.

Journal Officiel du 22 Octobre 1984

## QUESTIONS ECRITES

### ENVIRONNEMENT

*Animaux (vipères).*

53685. — 16 juillet 1984. — M. André Tourné expose à Mme le ministre de l'environnement que du fait de la désertification des zones de montagne où on compte un nombre considérable de petits villages et de hameaux totalement abandonnés, on atteint en ce moment un peu partout à une pullulation de reptiles de toutes catégories. Bien sûr, il y a la couleuvre commune qui n'est pas du tout dangereuse ni même gênante, au contraire elle arrive à faire du bien, mais aussi et ce qui est plus sérieux, on compte un nombre relativement élevé de vipères.



# chasse

## Entre chasseurs et protecteurs de la nature, un dialogue à clarifier

Le 4 octobre, la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature (F.F.S.P.N.), présentait sa contribution à un projet de loi visant à la réorganisation de la chasse en France, au cours d'une conférence de presse. Bien accueilli par les représentants du monde cynégétique, le texte de la F.F.S.P.N. suscitait cependant quelques commentaires se rapportant, en particulier, aux relations souvent tendues existant entre les chasseurs et les protecteurs de la Nature. Un journaliste de la chasse soulignait même que le langage tenu par les représentants des associations de protection de la Nature rejoignait celui des chasseurs. Les protecteurs de la Nature ayant conservé le même langage, force est de constater que celui des chasseurs aurait donc évolué. Ce fait nouveau fort intéressant mérite d'être examiné attentivement.

Ne lit-on pas dans les colonnes du *Pays Briard* du vendredi 5 octobre dernier que les chasseurs revendiquent le statut d'authentiques protecteurs de la Nature? Article de propagande certes, mais ne traduit-il pas une sincère volonté de modifier l'image de marque des chasseurs français? Il est vrai que cette dernière ne semble pas briller d'un très grand éclat si l'on se reporte aux résultats de sondages d'opinion récents. Dans cet article, le comité Chasse-Nature, son auteur, déplore les querelles qui opposèrent la F.F.S.P.N. à certaines fédérations départementales de chasseurs à propos des agréments préfectoraux de ces dernières au titre de la protection de la Nature. Si l'on considère ces affaires avec le simple bon sens, ces reconnaissances ne manquent pas de surprendre tant elles paraissent injustifiées. En effet, est-il concevable que des personnes qui tuent par plaisir quelques dizaines de millions d'animaux sauvages chaque année, en France, puissent être admises dans le camp de la protection de la Nature? Les reconnaissances officielles acquises par les fédérations de chasseurs visent en fait deux objectifs essentiels : d'une part, devenir les interlocuteurs privilégiés des services préfectoraux pour toutes les questions touchant à la protection de la Nature et, d'autre part, obtenir le droit de se porter partie civile auprès des tribunaux dans les poursuites engagées contre les braconniers. Seul, le second motif paraît recevable.

Personnellement, je considère que la chasse pourrait être tolérée dans la mesure où elle s'exercerait avec modération et dans le souci de gérer avec clairvoyance les populations d'espèces gibier. De telles dispositions existent déjà pour ce qui concerne la

chasse au grand gibier avec l'application de plans de chasse. Mais n'y a-t-il pas chasseur et chasseur? Entendez par cette interrogation qu'une fédération départementale n'est pas, loin s'en faut, la représentante de tous les chasseurs d'un département, mais seulement de ceux qui souscrivent une adhésion. A quelques exceptions près, le rôle des fédérations de chasse est moralisateur; c'est notamment le cas en Seine-et-Marne. Mais il faut bien reconnaître qu'encore trop nom-

breux sont les « chasseurs de base » qui ignorent ou transgressent les consignes ou les recommandations de modération que leur prodiguent les organisations cynégétiques nationales ou locales. Par ailleurs, combien d'autres fédérations, à l'attitude démagogique, cherchent à garantir le maintien de pratiques illégales de chasse, tolérées pourtant par les pouvoirs publics complices. Il en est ainsi de la chasse de nuit au gibier d'eau, de celle de printemps dans le Médoc à la Tourterelle, des captures de grives à l'aide de lacets dans les Ardennes, de l'utilisation des filets mobiles dans le Sud-Ouest, des matoles à bruant ortolan en Aquitaine, des leccues (ou assommoirs) à grives en Provence et dans les Causses. Pourquoi, dans ces conditions manifester sa surprise lorsque les associations de protection de la Nature combattent ces excès? Il appartiendrait plutôt aux chasseurs de mettre de l'ordre dans leurs rangs. Leur crédibilité ne s'en trouverait que meilleur.

Conscientes de la dégradation des milieux naturels, certaines organisations cynégétiques françaises se sont récemment mobilisées notamment en faveur de la sauvegarde des zones humides. Bien que cette attitude soit très louable, elle ne suffit cependant pas à faire perdre de vue que la chasse reste une distraction qui s'opère au détriment de la faune sauvage se traduisant, chaque année, par la mort d'au moins 80 millions d'animaux. D'autre part, on voudrait nous faire admettre que les chasseurs ont été les tout premiers protecteurs de la Nature. En se reportant à 30 ou 40 ans en arrière, il est vrai que le conseil supérieur de la chasse, placé sous la tutelle du ministère de l'agriculture, constituait l'unique structure administrative publique habilitée à gérer des réserves naturelles. C'est dissimuler que les initiatives de protection ne revenaient qu'exceptionnellement aux chasseurs eux-mêmes mais émanaient essentiellement des scientifiques et des conservatistes.

Messieurs les chasseurs, si vos premiers pas dans le domaine de la protection de la Nature sont très méritoires, il n'en demeure pas moins réel qu'avant d'être reconnus

comme étant d'authentiques protecteurs, il vous reste encore un long chemin à parcourir. Faites en sorte que vos 1.850.000 collègues chasseurs opérant sur le territoire national soient tous très parfaitement édu-

qués. Faites cesser les tolérances que je dénonçais à l'instant. Assurez une bonne gestion de votre cheptel gibier comprenant aussi les oiseaux migrateurs. Ne vous obstinez plus à détériorer votre capital reproducteur de gibier d'eau à partir de la mi-juillet mais attendez au moins, pour chasser, que la reproduction des canards et des rallides soit achevée. Ne réclamez plus, à l'appui d'arguments fallacieux, la réouverture de la chasse à la buse variable, seulement protégée depuis 1972. Agissez pour sauvegarder la perdrix grise, la caille des blés et la sarcelle d'été dont les populations reproductrices sont à un stade squelettique. Laisser enfin vivre l'alouette des champs, le bruant ortolan et nos trois espèces de gravelots; leur taille est si petite que leur chasse, même pour des raisons alimentaires, ne se justifie point.

Alors, messieurs les chasseurs lorsque vous aurez franchi cette première étape, peut-être observerez-vous ceux que vous traquiez naguère avec un nouveau regard. Sans doute comprendrez-vous qu'ils sont des êtres vivants avec leurs particularités biologiques et comportementales intéressantes parfois éblouissantes. Peut-être que l'oiseau migrateur, merveilleux animal capable de parcourir 6.000 km sans escale en volant jours et nuits avec les astres pour repère, vous inspirera admiration et respect. Au fusil pourra se substituer les jumelles; alors soucieux de préserver notre patrimoine naturel, vous vous transformerez en d'authentiques protecteurs de la Nature. Loin de tout intérêt personnel mais pour le bien de tous et pour les générations humaines futures vous agirez et vous vous battrez pour que le monde de demain n'ait pas été totalement écrasé par l'homme. Alors sur ce plan, vous serez en paix avec votre conscience.

**Guy JARRY**  
Président de l'Association  
Seine-et-Marnaise  
pour la Sauvegarde de la Nature



## DE LA LEGISLATION CYNEGETIQUE FRANCAISE

### QUI CONTINUE A RETROGRADER ...

" Un recul de 20 ans dans la politique française de protection de la nature ", tel était le titre du communiqué de presse diffusé le 15.6.1982 par une quinzaine d'Associations.  
Le plus grave, c'est que ce recul s'accroît

...  
- chasse à la tourterelle en mai en Gironde,  
- décret du 3 avril 1984 modifiant certains arti-

cles du Code Rural et permettant l'emploi d'appelants pour la chasse aux migrateurs,  
- arrêtés ministériels du 13 septembre 1984 légalisant la tenderie aux grives et aux vanneaux (pourtant interdite depuis 1978), etc....  
Sans parler des projets de légaliser la chasse à l'arc, la chasse de nuit, l'emploi des gluaux.

...  
Triste France ! ...

### AU DROIT DE NON-CHASSE ET DE GITE ...

L'assassinat d'un ami de la nature par un chasseur pose une fois de plus le problème de la loi Verdeille. Il faut absolument que toutes les associations de protection de la nature demandent l'abrogation de l'alinéa 3 de l'article 3 de cette loi, c'est à dire la reconnaissance du droit de non chasse ainsi que (réclamée depuis longtemps par la SNPN) celle du droit de gîte pour toute la faune sauvage sans exception.

### SANS OUBLIER LE PROBLEME DE SECURITE !

De même, toutes ces associations mais aussi toutes celles des utilisateurs pacifiques de la nature (randonneurs, botanistes, ornithologues, sportifs...) doivent réclamer :

- l'interdiction de chasser autour des habitations et des lieux ouverts au public dans un rayon au moins égal à la plus longue portée des armes de chasse,
- l'interdiction de chasser sur les plages et le Domaine Public,
- l'interdiction de chasser le mercredi (jour des enfants) et le week-end (jour de sortie pour les familles),
- l'examen du permis de chasser obligatoire pour tous les chasseurs, avec épreuve de manie-

ment d'armes, examen psychologique pour tester le selfcontrôle du chasseur, examen médical pour déceler certaines maladies graves (du système nerveux par exemple),

- obligation de soumettre le chasseur à l'alcootest en cas d'accident,
- ramassage des armes de chasse et dépôt en mairie ou en gendarmerie en fin de saison.

Les pouvoirs publics doivent prendre d'urgence ces mesures afin d'assurer la SECURITE à tous les usagers de la nature, principalement en période de chasse, c'est à dire de juillet à février !

S. Boutinot  
Vice-Président du ROC  
M.N.E. 23, rue Gosselet  
59000 LILLE

## LES GARDES DE L'O.N.C. D'AUCH

### FACE A L'INCIDENT DU VAR

*Suite à l'incident survenu dans le Var le 6 octobre dernier, où un chasseur a froidement tué Cosimo Lipartiti, un opposant à la chasse, le syndicat des Gardes de l'Office National de la Chasse et de la Protection de la Nature a adressé une longue lettre au Président de la FFSPN. En voici quelques extraits :*

(...)

Il est tellement vrai que ces dix-huit cent mille porteurs de fusils monopolisent, envahissent et disposent d'un territoire sur lequel évoluent

plus de cinquante millions d'humains et quelques milliards d'animaux. La balance est faussée et ce sont ces 3 % qui font la loi et occupent périodiquement le territoire national. De cette occupation, les animaux en sont toujours les victimes et les humains quelquefois.

(...)

Nous exerçons notre métier sans aucune sécurité ni aucune protection, car nos actuels chefs de service sont les présidents de fédérations de chasseurs. Ces derniers n'engagent pas d'argent pour nous doter d'équipements à la mesure de nos très dangereuses missions de police étant donné que chaque chasseur ou braconnier est porteur d'une arme chargée et préfère subventionner les lâchers de gibier (volailles) ou autres opérations destinées à assouvir les mauvais instincts d'individus en mal de maturité, ou couvrir certains actes de braconnage.

(...)



Nous vous remercions de votre position en faveur des animaux et nous voudrions être associés à votre oeuvre en participant légalement à une protection concrète de la Nature. Si notre position est "protectionniste", c'est que nous sommes convaincus, pour l'avenir, de l'utilité de cette protection.

Il y a trente-cinq ans que nous nous battons pour devenir fonctionnaires. Dès que nous le deviendrons, notre rôle sera, en contact permanent au service de tous les citoyens, de faire respecter la Loi et les textes concernant la faune, la flore, la qualité de la vie, la protection des sites, etc... Notre lutte actuelle est l'accès à la Fonction Publique d'Etat et l'indépendance totale vis à vis des organismes ayant un rapport avec la chasse. Ce n'est que dans ces conditions que nous pourrions assurer notre service sereinement et dans l'intérêt de tous.

Le Président du SGONCPN J.R GAUDINEAU

# pollution

## Pluies acides

## L'informatique au secours des forêts autrichiennes

*L'Autriche va recourir à l'informatique dans la lutte contre la mort de ses forêts provoquée par les pluies acides. M. Heinz Eischer, ministre des Sciences et de la Recherche, a présenté récemment à Vienne un projet de recherche destiné à fournir des données précises sur l'extension des dégâts aux forêts par les substances toxiques.*

«Le dépérissement des forêts est arrivé à un point à ne pas dépasser. Nous devons préserver notre patrimoine forestier pour les générations futures» a dit le ministre. M. Fischer espère disposer d'ici à quelques mois de données exactes sur l'origine du «Waldsterben» qui n'a pas pu être déterminé jusqu'à présent avec exactitude. Il fera appel à la méthode d'analyse de système d'un informaticien allemand, le professeur Wold-Dieter Grossmann, qui consiste essentiellement à analyser le maximum possible de combinaisons de facteurs nocifs et en étudier les conséquences pour la forêt.

Selon le professeur Grossmann, un spécialiste des questions biologiques et énergétiques, il existe environ quatre millions de substances polluantes différentes provenant aussi bien des gaz d'échappement de la circulation automobile que de l'industrie qui, seules ou en combinaison, avec d'autres substances peuvent être à l'origine de la mort des forêts.

## Une dégradation rapide

La forêt autrichienne qui couvre 44% de la superficie du pays, est essentiellement composée de sapins, pins d'Autriche, hêtres et chênes. Selon les écologistes, 600.000 hectares des 3,4 millions ha de forêt qui couvrent l'Autriche seraient malades, selon le ministère de l'Agriculture 300 à 400.000 hectares seulement sont classés «touchés» dont 1.200 «très gravement».

La situation n'est sans doute pas encore aussi grave qu'en Tchécoslovaquie et en Allemagne, pays limitrophes, mais personne ne conteste qu'elle se dégrade rapidement. M. Gunter Haiden, ministre de l'Agriculture, s'attend à ce que «15% des forêts soient atteints à court terme, si ce phénomène s'étend au rythme enregistré ces dernières années».

Les régions forestières particulièrement touchées par les pluies acides se situent en Carinthie et en Styrie, provinces au sud et au sud est du pays et aux environs de Vienne.

Un rapport officiel particulièrement alarmiste sur la «forêt viennoise», qui constitue le «poumon vert» de la capitale, a piqué au vif les Autrichiens. Des analyses du sol ont donné des résultats catastrophiques: les résidus de plomb dont le seuil de tolérance est à 100 milligrammes/kg de terre ont atteint à certains endroits de la forêt viennoise 1.280 m.g. Principal responsable, selon certains experts, les gaz d'échappement des voitures, notamment l'oxyde d'azote et le dioxyde de soufre.

Depuis, les partisans de la limitation de vitesse ont le vent en poupe. Un sondage récent a eu un résultat inattendu: les Autrichiens ont, pour la première fois, accordée la priorité à la protection de l'environnement sur la sécurité de l'emploi, la stabilité des prix et la lutte contre la criminalité. Les autorités hésitent, d'autant plus que les vitesses sont limitées à 130 à l'heure sur l'autoroute et à 100 sur les routes nationales.

A partir de 1986, l'essence sans plomb sera en vente en Autriche, en ce qui concerne les catalyseurs, l'Autriche soutient vivement leur introduction, mais se prononce en même temps pour une «solution européenne».

Source : L'Alsace  
le 27 octobre 1984



# vie associative

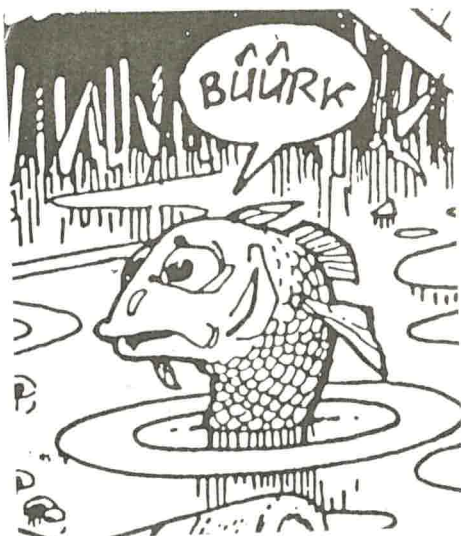
Cours d'eau, étangs et lacs (pollution et nuisances).

53741. - 16 juillet 1984. - M. Yves Sautier attire l'attention de **Mme le ministre de l'environnement** sur les préoccupations des populations et des élus riverains du Lac Léman quant à sa dépollution indispensable. Sans méconnaître les progrès réalisés en ce sens grâce aux travaux de la C.I.P.E.L. et des divers organismes spécialisés, on peut souhaiter un développement des initiatives franco-suisse en ce domaine. Il est en particulier reconnu que la présence de phosphore dans de nombreuses poudres de lessives contribue à l'eutrophisation de ce lac. C'est pourquoi, il lui demande s'il n'y aurait pas lieu de recommander aux fabricants de lessives la réduction de l'utilisation de phosphates dans les poudres, voire d'imposer l'indication claire sur les paquets de lessives courantes, de la quantité de tels produits entrant dans leur composition.

Réponse. - La solution retenue par la France pour lutter contre les rejets de phosphore provenant des habitants de la zone du bassin versant du Léman située sur son territoire, consiste à assurer le traitement des effluents domestiques par déphosphatation. La majeure partie des phosphates, provenant du métabolisme ou des détergents, est ainsi éliminée. En l'état actuel de nos connaissances et compte tenu de la faible population concernée, les quantités de phosphore provenant des détergents après traitement peuvent être considérées comme négligeables. Ce point sera vérifié par des expérimentations qui seront mises en œuvre avec les fabricants de détergents sur le bassin du Redon. En tout état de cause, la pollution par les phosphates concerne une part limitée du territoire national et la réponse la plus rationnelle est certainement d'assurer en priorité la déphosphatation dans ces sites. Il n'en reste pas moins vrai qu'il est utile, dans le cadre général de la sensibilisation de l'ensemble de nos concitoyens à la qualité des lacs, des rivières et de la mer, de les informer sur la composition des lessives. C'est pourquoi le Conseil des ministres du 25 juillet 1984 a retenu la proposition du ministre de l'environnement prévoyant qu'à partir de 1985, devra être portée sur les emballages des lessives la teneur tant en polyphosphate qu'en produits de substitution, ces derniers n'étant *a priori* eux-mêmes pas exempts d'inconvénients potentiels.

Source : Journal Officiel 2210.84

Questions écrites.



## COMMUNICATION INTERNE :

### LE MESSAGE PASSE-T-IL ?

Dans l'éditorial de la Lettre du Hérisson N° 8 (15/09/84), Jean-Pierre RAFFIN, tout juste renouvelé dans les fonctions de Président de la FFSPN s'est déclaré frappé du peu de place réservée dans les bulletins d'associations aux informations concernant les activités et les réalisations de la Fédération Nationale et de ses associations adhérentes. A notre grande joie, certaines associations ont immédiatement relevé le défi lancé par J.P. Raffin.

Ainsi, la FRAPNA-Régions qui a publié au mois d'octobre le N° 1 de son bulletin mensuel

"Rhône-Alpes Nature", se propose de consacrer au moins une page par mois aux activités les plus représentatives de la FFSPN, et la FRAPNA Savoie annonce dans le n°0 de son bulletin trimestriel "Le Petit Tétras", la création d'une rubrique destinée aux nouvelles de la Lettre du Hérisson.

Nous nous rejoignons beaucoup de cette initiative et nous remercions toutes les associations qui reproduisent systématiquement les informations en provenance de la FFSPN et de ses associations - membres.

Il nous semble que c'est le fondement d'une meilleure communication inter-associative.

Par la même occasion, nous demandons à toutes les associations qui publient des bulletins d'information de bien vouloir nous communiquer, d'une manière régulière, un exemplaire de ceux-ci.

Merci d'avance.



## LES TUC : UNE OCCASION A SAISIR ?

Devant l'incertitude sur les conditions exactes du déroulement des opérations de mise en oeuvre des travaux d'utilité collective (cf. Lettre du Hérisson n° 11, p. 10 et 11), il avait été convenu avec le Ministère de l'Environnement que les premiers TUC environnement - protection de la nature seraient lancés avec des structures "solides" (parcs nationaux, parcs régionaux, etc.), les associations n'intervenant qu'après un certain rodage.

Pour diverses raisons, il apparaît que cette démarche doive être un peu bousculée et accélérée et que le Ministère de l'Environnement dispose de moyens pour le programme TUC. Il y a certainement là une occasion à saisir. C'est le moment de faire part de vos projets (si vous en avez déjà), d'en concevoir et ce, le plus rapidement possible (Madame Bouchardeau compte faire une conférence de presse sur le thème des TUC le 20 novembre...) à :

Yannick BLANC

Conseiller Technique auprès de Madame le Ministre de l'Environnement (Vie Associative)

14 boulevard Général Leclerc

92524 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

P.S. Adressez-nous un double de vos propositions

## BILAN ET PERSPECTIVES

Lors de son Assemblée Générale, le 13 octobre 1984 à Toulouse, l'Union Midi-Pyrénées Nature et Environnement a défini son programme pour l'année 1984-85.

Sans abandonner en aucune manière les différents secteurs et les diverses activités, l'UMINATE se propose de développer plus particulièrement les actions suivantes :

1/ La promotion du papier recyclé.

2/ La mise en place d'un réseau d'observateurs du milieu.

3/ La réalisation effective d'une Maison de la Nature et de l'Environnement.

Comme chaque année, l'UMINATE a décerné les prix Gentiane et Chardon.

Le prix Gentiane a été décerné à Monsieur Marcel Delpoux, maître-assistant en biologie, pour son étude sur les impacts génétiques dus à la pollution atmosphérique, et la mise à disposition de ce document au secteur associatif.

Le prix Chardon a été décerné à Monsieur le Sénateur Peyraffite, Conseiller Général, Maire

de Bagnères de Luchon, dont le projet d'aménagement touristique de la route de l'Hospice de France est en opposition fondamentale avec la politique, mise en oeuvre par l'ensemble du Gouvernement pour sauvegarder les derniers cours des Pyrénées.

# -agriculture-

## COMMENT VULGARISER NOTRE SAVOIR

Le réseau prépare la sortie du livre consacré à l'agriculture. C'était le travail le plus urgent à entreprendre après l'Assemblée Générale. La révision des rapports, leur mise en forme pour publication représentent un travail de longue haleine qui est en voie d'achèvement.

L'annonce de la publication a été faite aux RIENA, à la presse, mais un point capital n'est pas réglé : le financement. Nous sommes à la recherche de propositions ! Vos idées seront les bienvenues.

Dès l'Assemblée Générale, plusieurs réunions ont eu lieu à la Direction de l'Aménagement Rural, au Ministère de l'Agriculture, pour déterminer la participation que le Réseau pourrait prendre à une action de vulgarisation orientée vers les agriculteurs pour une prise en compte de la protection de la nature. Ces réunions ont associé :

MM. Gigan - DIAME, Ministère de l'Agriculture  
Dufant - DGER

Pialat - Ministère de l'Environnement

Griperay - FNSEA

Picou - Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture (APCA)

La responsable du Réseau et M. Touzan, pour la FFSPN.

Les thèmes retenus pour une vulgarisation sont les suivants :

1/ Faune sauvage :

Sa place dans les systèmes agricoles. Comment les gérer pour maintenir une vie biologique : mustélidés, rapaces, insectes, en reprenant les modes de traitement à la base (lutte contre les traitements d'assurance, respect des "Avertissements agricoles", valorisation de la lutte biologique très peu connue des agriculteurs), lombr-

cides. La gestion concerne non seulement les traitements, mais les travaux aratoires et l'aménagement (maintien de haies et de buissons, de mares, etc...), le machinisme agricole (réglage des appareils de traitements, ULM, bas volumes, etc..., diminuant en même temps les coûts intermédiaires), le maintien de la vie biologique des sols, etc...

#### 2/ Flore sauvage:

Sa connaissance par les ruraux. Démontrer son intérêt : plantes indicatrices de l'état des sols (fertilité, tassement, acidité, etc...) pour la gestion des exploitations, connaissance des plantes toxiques et des plantes utiles (répulsives pour les insectes ravageurs, utiles au maintien des insectes pollinisateurs à l'échelon microrégional, utiles à l'alimentation de la faune sauvage, nécessaires au maintien, des recettes traditionnelles, médicinales, etc...)  
Son utilité dans le maintien des paysages caractéristiques et pour la conservation génétique.  
Le maintien des arbres dans leurs biotopes et leur intérêt pour le climat et les paysages.

#### 3/ Savoir-faire paysans : réhabilitation visant à diminuer les coûts intermédiaires.

Ils concernent aussi bien la remise à l'honneur de pratiques agricoles économes, d'outillages appropriés, que de recettes diverses, plus ou moins vulgarisées et mal utilisées, le recyclage des sous-produits, le retour à certaines transformations à la ferme.

La liste n'est pas limitative ; citons :

#### - Les travaux du sol :

Travaux régulateurs de populations d'insectes et mollusques, réintroduction de cultures dérobées pour éviter les pertes de nitrates, emploi de légumineuses pour fixer l'azote et en tant qu'engrais vert régénérer la matière organique des sols, compost de déchets végétaux et report des fumures animales, etc....

#### - La gestion de l'eau : surveillance des niveaux et des écoulements, maintien des mares à leur emplacement d'origine, surveillance du parasitisme (douve) etc...

L'exploitation de la production végétale : régénération des prairies permanentes par des techniques d'exploitation, fabrication des aliments sur l'exploitation, entretien des haies, plantation d'arbres de rapport, réintroduction des vieilles variétés sur les marchés locaux, etc...

#### - L'outillage :

Retour à des outils plus économes car mieux adaptés, traction animale en zones difficiles (montagnes) et adaptation de coopératives, etc...

Trois groupes de travail se mettent en place, avec des représentants des organismes cités. C'est en ce sens qu'un appel avait été lancé, fin avril, aux membres de la Fédération qui possèdent des informations ou des rapports sur des actions susceptibles de s'intégrer aux 3 thèmes.

Que tous ceux qui ont des idées et des documents clairs sur des réalisations possibles nous les adressent d'urgence.

Un premier travail consistera à en faire une présentation aux représentants du Ministère de l'Agriculture et des organisations professionnelles pour un choix. Seront retenus les cas concrets les plus démonstratifs. A partir de ces documents seront montés des produits pédagogiques, destinés aux agriculteurs, sur la base des travaux des groupes qui vont être constitués.

Merci à tous, soyons convaincants pour faire passer notre savoir au stade de la réalisation.

Germaine RICOU  
Responsable du réseau

# —éducation—

## COMPTE RENDU DE LA 1ÈRE RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL "ELUS ET AUTRES GESTIONNAIRES" 1ER OCTOBRE 1984 À NANTES

A l'issue de cette 1ère journée de mise en route et de réflexion, sont apparues les conclusions suivantes :

### 2 objectifs à notre action

#### 2 publics "ciblés"

- les élus, municipaux et départementaux (échelle réaliste d'intervention)
- les adhérents FFSPN, leur formation aux contacts avec les élus

### 4 nécessités pour l'action en direction des élus

- passage par les associations d'élus ou de formation d'élus (ou de futurs élus)



\* en les connaissant mieux:

- . par le recensement dans un 1er temps de leur publication
- . par le recensement des associations non encore contactées.

- la connaissance des préoccupations des élus

\*par l'extension au plan national de l'enquête réalisée avec l'ARIC et la SEPNEB en Bretagne (cf annexe)

- le recensement des exemples particulièrement positifs (ou négatifs). La collaboration association de protection de la nature/municipalité - support d'une formation ultérieure sur le terrain à partir de ces exemples concrets
- la prise de contact nécessaire avec les administrations partenaires (DRAE, CAVE, DDE, DDASS, etc...)

#### des moyens en direction des adhérents FFSPN

- journée de réflexion et de formation (cf programme en annexe)

des dates : lou 2 décembre à LYON  
20 janvier à BOIS JOUBERT

- des stages , par exemple :
  - . jeu de rôles -stratégie en environnement
  - . négociation et communication

Pour cela, nous avons donc besoin de vous, lecteurs de la lettre du Hérisson pour:

1/ diffuser l'enquête auprès des élus de votre département, au moins les plus proches ou les plus connus de vous,

2/ nous adresser, en une simple page comme celle ci-jointe concernant la commune de TREJUNC, des relations d'expériences intéressantes de collaboration de votre association avec les élus.

#### ENQUETE-QUESTIONNAIRE ENVOYEE AUX 1265 COMMUNES BRETONNES EN MAI 1984

Des résultats intéressants :

- 25% de réponses !

- dans la plupart des cas, les élus locaux ont répondu eux-mêmes au questionnaire

- ce sont surtout de petites communes (- de 2000 hab.) qui ont répondu au questionnaire

- près d'une commune sur 2 a entrepris l'aménagement de : plan d'eau, sentier pédestre, espace vert, bord de rivière)

- 70% demandent de l'information ou de la documentation! (journal d'information, visite de site, fiches...)

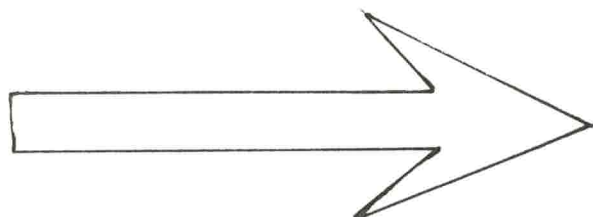
Des demandes particulières ont été formulées, par ordre d'importance décroissante :

- création et aménagement de sentiers pédestres,
- loisirs et tourisme : ports de plaisance, parcs de loisirs, aires de repos, camping,
- l'eau et les zones humides : marais, étangs, plans d'eau, rivières,
- la forêt et le bois
- la lutte contre les pollutions et les nuisances
- l'aménagement et l'embellissement des "centres-bourg".

#### GRUPE "ELUS ET AUTRES GESTIONNAIRES"

Le groupe serait vivement intéressé à ce que chacun le fasse remplir par les municipalités qu'il connaît. Prière de retourner les réponses à Paskal BEAUFRETON (SEPNEB, 1 Bd G.Doumergue, 44200 NANTES) Merci d'avance.

Mairie de..... département.....
Nom(si possible) et fonction de la personne ayant répondu à ce questionnaire.....
Nombre d'habitants de la commune.....



1/ Votre commune

A. dispose-t-elle d'un plan d'aménagement ?

POS publié ☐ PAR ☐  
POS à l'étude ☐ Plan de remembrement ☐

Abis. Ce plan réserve-t-il une place aux espaces naturels ?

1/3 naturel ☐ autres ☐  
réserve ☐ lesquels.....

B. Adhère-t-elle à une structure ou plan d'ensemble intercommunal ?

Syndicat pour les ordures ménagères ☐  
Syndicat intercommunal de vallée ☐  
(gestion globale des rivières)

schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme ☐

autres.....

C. existe-t-il dans votre commune une ou plusieurs associations d'environnement ?

OUI ☐ NON ☐

lesquelles .....

Cbis. Y a-t-il un adjoint ou conseiller municipal spécialisé sur l'environnement OUI ☐ NON ☐

éventuellement son nom .....

2/ Son environnement

A. Avez-vous aménagé vos sites ?

Plan d'eau ☐ espaces verts ☐  
sentiers pédestres ☐ bords de rivière ☐  
protection des dunes ☐ massifs montagneux ☐

autres .....

B. Votre Conseil Municipal connaît-il des possibilités de mise en valeur de ces sites

OUI ☐ NON ☐

lesquelles .....

C. Quels sont les 2 problèmes d'environnement les plus graves selon le Maire et/ou le Conseil Municipal.... selon la population.....

3/ Vos besoins

A. En dehors d'aides financières, de quels conseils techniques aimeriez-vous bénéficier?.....

B. Seriez-vous désireux de participer sur les sujets qui vous intéressent à:

une journée de formation-information-échanges  
OUI ☐ NON ☐

une visite des sites naturels et de sites aménagés

OUI ☐ NON ☐

C. Souhaiteriez-vous recevoir des fiches techniques

OUI ☐ NON ☐

lesquelles .....

D. Vos autres remarques dans ce domaine.....

REUNION DU GROUPE "ELUS ET AUTRES GESTIONNAIRES"

Le 2 décembre à LYON, au local du COSILYO (39, quai St Vincent).

Thème "UN PARTENAIRE PRIVILEGIE DE NOS ASSOCIATIONS : L'ELU LOCAL".

10 h Accueil des participants, présentation de chacun

10h 30 Profil sociologique de l'élus local récent

11 h les préoccupations des élus (dont la place de l'écologie dans ces préoccupations)

12h 30 Déjeuner

14h une stratégie de formation des élus (thèmes, promotion,....)

15 h "Savoir se mettre à la place de l'élus"

16 h 30 nécessité des arguments économiques

17 h des outils (Ecotek, bibliographie,....)

17h 45 les partenaires administratifs

18 h Fin.



## 2 REUNIONS TECHNIQUES COUPLEES

ELUS ET AUTRES GESTIONNAIRES	Groupes de travail	MARKETING-PUBLICITE
Dimanche : 2 décembre	<u>dates</u>	samedi 1er décembre
Lyon (Faculté des sciences)	<u>lieu</u>	Lyon (faculté des Sciences)
de 10 h à 17 h	<u>horaires</u>	de 10 h à 17 h
Mise au point du "mode d'emploi de l'élus"	<u>thème</u>	Utilisation des techniques de marketing et publicité par les associations Pourquoi ? Comment ?
65 F	<u>Coût</u>	65 F
160 F tout compris pour les deux jours		
train Paris 7 H	Lyon Perrache 9h02	<u>transport</u> Paris 7 H Lyon Perrache 9h02
Marseille 6 h	" 9h18	Marseille 6h " 9h18
Nantes 22h47	" 6h43	Nantes 22h47 " 6h43
Strasbourg 23h07	" 5h57	Strasbourg 23h07 " 5h57
	<u>association</u>	
FRAPNA régionale	<u>hôte</u>	FRAPNA régionale

### BULLETIN D'INSCRIPTION

A renvoyer à Yves VERILLAC - FRAPNA - Faculté des Sciences - 43, bd du 11 Novembre  
69622 VILLEURBANNE CEDEX

NOM ..... PRENOM ..... ASSOCIATION .....

ADRESSE .....

Participera à la réunion "Elus.." le vendredi 30 novembre	OUI	NON
"marketing" le samedi 1er décembre	OUI	NON
je coucherai à Lyon et souhaite être logé	OUI	NON

j'arriverai par le train de .....	V	S
à h	V	S
	V	S
	V	S

Ci-joint chèque de ..... à l'ordre de la FRAPNA.

## Y A T-IL UN JOURNALISTE DANS LA SALLE ?

C'est le titre du débat qui a réuni dimanche 23 septembre, militants d'associations de protection de l'environnement et journalistes, dans le cadre des 3èmes rencontres internationales sur l'Environnement et la Nature (RIENA) de Royan. Ce point-rencontre, relayé en direct par radio, a été un véritable débat, parfois animé, ouvert entre le public, les professionnels des médias et les militants des associations.

### DES RESPONSABILITÉS PARTAGÉES

Le réseau de la FFSPN qui a pour thème cette année "Education, Formation et Information" s'est fait l'écho d'un certain nombre de préoccupations concernant les difficultés qu'ont les associations à faire passer leurs idées, en particulier auprès de la presse. Le contexte historique a changé ; le mouvement associatif ne se borne plus à dénoncer les agressions contre le milieu. Il est de plus en plus présent sur le terrain en travaillant sur les problèmes de fond. C'est sur ce point que, en dehors de la presse écologique, cette démarche quotidienne se heurte aux besoins de sensationnel que réclame la grande presse.

Les associations disposent d'informations qu'elles ont quelquefois du mal à mettre en forme ; les journalistes sont pour leur part coincés par les rédacteurs en chef ou les patrons de presse dont l'un des buts primordiaux est d'assurer la rentabilité du journal en mettant en avant ce qui est censé plaire aux lecteurs : les grandes catastrophes de l'actualité, le scoop écologique, le choc de la photo. Il est nécessaire de présenter un dossier clair et synthétique qui doit convaincre et passionner le journaliste afin que celui-ci aborde le rédacteur avec des arguments. (Certains écologistes présents au débat ont même jugé que les associations supportaient 75 % des torts en ne sachant pas utiliser les médias).

### L'ARGENT ET LE MESSAGE ÉCOLOGIQUE

En dehors de ces difficultés, il ne faut pas oublier les intérêts en jeu qui sous-tendent les problèmes d'environnement. Electricité de France, par la puissance de ses spots publicitaires, tente de nous persuader que l'énergie nucléaire est maintenant une valeur sûre. L'environnement n'a pas les finances pour répondre... Face à la puissance de l'argent et la société du spectacle, les problèmes de fond, tels que les atteintes quotidiennes des pesticides dans l'agriculture, le mitage par les résidences secondaires du re-

membrement ou le grignotage de l'espace naturel par les stations de ski existantes, pour ne citer que quelques exemples, n'interpellent pas le public.

La situation pourrait paraître sans issue. C'est pourquoi les défenseurs de l'environnement doivent se montrer plus dénonciatifs et plus rigoureux dans leur communication. Il s'agit de mieux fonder les arguments en ne mélangeant pas le scientifique à l'éthique.

La beauté d'un site pour sa valeur esthétique ainsi que sa contribution à une certaine qualité de la vie sont autant d'arguments recevables par le public que des valeurs d'intérêt génétique, écologique, naturel, etc... Les deux pouvant d'ailleurs se conjuguer, il suffit de ne pas les confondre.

### LES PARTENAIRES HUMAINS

Il a beaucoup été question du public à ce point rencontre et il aurait été simpliste de ne pas se soucier de lui.

Les enfants, par exemple, constituent un public très important, prêt à recevoir le message environnementaliste. Toutefois, ils ont peu de supports à lire concernant ces problèmes. "La Hulotte" a su prendre ce créneau.

Les journalistes hybrides \* se posent des questions : pourquoi les bébés-phoques du Canada ont connu une carrière de star alors que les phoques moines de Méditerranée, encore plus menacés, sont restés sous silence...

Les difficultés qui ont été passées en revue n'ont pas empêché les participants de conclure une alliance afin d'unir le savoir-faire de professionnels, leur intérêt pour la nature et la volonté de plus en plus affirmée des associations à communiquer.

Conscients de cette nécessité, le réseau Education, Formation, Information propose de vous donner à l'avenir, dans cette lettre, des conseils techniques afin d'avoir un impact réel sur les médias.

Pour terminer, il faut insister sur le fait que la communication est avant tout un rapport humain et, comme tout rapport humain, il s'entretient.

\* Journaliste appartenant à la fois à la presse et à une association de défense de l'environnement.

#### Médias présents :

- Agence France Presse
- Parents, - Ecologie
- Ça m'intéresse
- Femmes d'Aujourd'hui
- Rustica
- TF 1
- Radio France Internationale
- Tintin
- Office de Diffusion Internationale
- Fréquence Royan



# en bref ●●●

Le 31 octobre 1984, la FFSPN a adressé une lettre à Madame Huguette Bouchardeau, Ministre de l'Environnement, en lui demandant de bien vouloir intervenir auprès des Ministres du Redéploiement Industriel et des Finances afin que la taxe parafiscale sur les granulats, qui venait d'être prolongée "à titre provisoire", soit maintenue définitivement.

Cette taxe représente une potentialité importante pour limiter les conséquences des extractions de granulats pour les milieux naturels, et elle pourrait également servir pour abonder le FIQV ou un fonds de protection des espaces naturels (30 - 40 %).

\*\*\*

D'après une étude d'impact des pluies acides sur l'environnement, réalisée à travers de nombreux parcs européens, il ressort que 80 % des pins et au total 30 % des arbres sont atteints en RFA. Elle signale également que la cathédrale de Londres a perdu, par endroits, 23 millimètres d'épaisseur de pierre à cause de ces retombées acides.

Ce document souligne aussi que le coût de l'élimination du dioxyde de soufre dans les émissions des usines électriques, largement responsables des pluies acides, ferait grimper les tarifs du courant de 6 %.

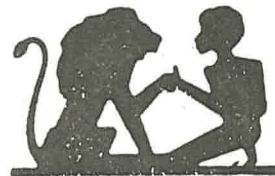
Source : Politiques de l'Environnement. N° 217.

\*\*\*

*La commission Permanente d'Etude et de Protection des Eaux Souterraines et des Cavernes (CPEPESC) et de nombreuses associations de protection de la nature ont porté plainte avec constitution de partie civile contre deux groupes de personnes qui se livraient courant août et septembre au pillage systématique d'une galerie dans les anciennes mines des Vosges Saônoises qui font partie intégrante de notre patrimoine.*

Ces affaires sont certainement à rapprocher de l'organisation prochaine de nombreuses "bourses aux minéraux" dans l'Est de la France et les pays limitrophes, où là, sous des prétextes scientifiques ou culturels, on brade notre patrimoine naturel, historique et archéologique dans un seul but mercantile.

Si la CPEPESC ne peut que s'indigner face à la prolifération de ces foires aux cailloux, elle tient cependant à préciser qu'elle ne s'oppose pas aux expositions de minéraux (sans vente) quand celles-ci ont des buts scientifiques ou pédagogiques.



Le 15 octobre 1984, la Ligue Française des Droits de l'Animal a organisé dans l'Institut, sous la présidence de son Président, Etienne Wolff, un colloque sur la notion nouvelle des droits de l'animal.

Portée par le courant écologiste et protectionniste la défense des animaux se place maintenant sur le plan nouveau de l'éthique. Déjà en 1978, on a solennellement proclamé à l'Unesco, à Paris, la "Déclaration Universelle des Droits de l'Animal". Les militants de cette cause se fondant sur les dernières révélations scientifiques touchant le monde animal affirment "la déroute prochaine de l'anthropocentrisme". L'Eglise, de son côté, montre des signes de reconnaissance des animaux - sans aller jusqu'à parler de droits. "Il est temps, disent ses plus hauts dignitaires, de reconsidérer les hommes dans leurs relations avec les bêtes". Même revirement défini par le "Conseil Oecuménique des Eglises" qui représente 400 millions de chrétiens non catholiques.

\*\*\*

Afin d'encourager toute initiative tendant à développer le respect des Droits de l'Animal, la Ligue Française des Droits de l'Animal a décidé de créer un prix.

Ce prix porte le nom de "Prix Alfred Kastler", en mémoire d'Alfred Kastler, Prix Nobel, co-fondateur et ancien président de la Ligue.

Il sera attribué annuellement par un jury composé de personnalités du monde culturel, scientifique et médical.

Pourra en bénéficier notamment un jeune chercheur ayant consacré ses travaux à la mise au point ou à l'application de techniques expérimentales évitant d'utiliser l'animal dans l'expérimentation traumatisante, ou une entreprise d'élevage ne pratiquant pas, ou ne pratiquant plus, l'élevage en batterie, ou encore une oeuvre littéraire ou artistique mettant en valeur les droits de l'animal.

Le Président,  
Professeur Etienne WOLFF,  
de l'Académie Française.  
Président de la Ligue française des Droits de  
l'Animal.

\*\*\*

La Ligue Française des Droits de l'Animal a créé également un label pour les films qui respectent l'animal, ses droits, son bien-être ainsi que la préservation de son espèce. Ce label sera attribué par un jury institué par la Ligue. Il pourra figurer dans le générique des films, et dans leur matériel publicitaire. Des renseignements concernant l'utilisation éventuelle d'animaux seront systématiquement demandés aux productions en début et en fin des tournages. Les productions qui désireront obtenir le label auront à formuler la demande d'attribution et à répondre à un questionnaire précis. La presse sera informée de chaque attribution du label



## CONNAITRE POUR MIEUX GERER

Au sein du Service de la Recherche, des Etudes et du Traitement de l'Information sur l'Environnement (SRETIE), le Comité Ecologie et Gestion du Patrimoine Naturel publie un nouveau programme de recherche, sous le titre "connaître pour mieux gérer".

L'objectif de ce comité scientifique est de promouvoir l'idée de gestion des ressources naturelles en faisant prendre conscience que l'écologie, science de la vie, peut être la clef de nouvelles modalités de développement. Il est donc prévu d'accentuer fortement une politique de recherche tenant plus compte des relations de l'homme et de la biosphère, sous deux angles différents et complémentaires :

- effets des activités humaines sur la biosphère
- gestion des espèces et des espaces.

Le programme 85/89 disponible à partir du début octobre 1984, comporte une préface-manifeste, un document d'orientation générale illustré par des exemples et une grille d'enquête destinée à faciliter la réponse des personnes consultées.

Dans la mesure où il s'agit de promouvoir une recherche innovante et permettant d'apporter des réponses aux questions soulevées par la gestion des espaces et des espèces, ce programme est adressé dans un premier temps aux "gestionnaires du milieu" (administrations, élus, associations), de façon à les consulter sur les problèmes qu'ils rencontrent quotidiennement pour l'exercice de leur mission et pouvant susciter des axes de recherches.

Cette phase d'appel d'idées durera pendant tout le dernier trimestre 1984.

Le programme "connaître pour mieux gérer" peut être obtenu en s'adressant par écrit au :

Ministère de l'Environnement -SRETIE/EGPN  
14, bd du Gal Leclerc  
92524 NEUILLY/SEINE CEDEX



## CEE : VERS UNE INTERDICTION TOTALE DES P.C.B ET P.C.T. (\*)

Le 3 octobre 1984, la Commission Européenne a déposé une nouvelle proposition de directive concernant la mise sur le marché des PCB et PCT qui est encore autorisée s'ils sont employés dans les transformateurs, les résistances, les inducteurs et les condensateurs électriques ou comme liquides caloporteurs et hydroliques.

La Commission prévoit une interdiction presque totale de la mise sur le marché et de l'emploi de ces substances, avec toutefois, un régime particulier pour les installations existantes. Malgré la restriction de l'utilisation de ces substances (Directive du 27 juillet 1976) aucun signe de régression de la pollution de l'homme et de l'environnement n'est apparue.

En outre, on a constaté que, lors d'incendies, les PCB peuvent former des combinaisons hautement toxiques dont certains semblables à la dioxine.

La Commission propose donc d'autoriser l'utilisation des PCB et PCT dans les appareils et installations existants, mais seulement jusqu'à l'élimination ou la fin de la durée de vie de ceux-ci. Si cette proposition est adoptée, les Etats membres devront s'y conformer au plus tard le 31.12.85, et à partir de cette date, la réserve de ces substances devrait être progressivement éliminée.

(\*) PCB : polychlorobiphényles  
PCT : polychloroterphényles

Source : Politique de l'Environnement n°217

## LA POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT UN SUJET D'IMPORTANCE GRANDISSANTE

*DECLARATION DE L'INSTITUT POUR UNE POLITIQUE  
EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT A L'OCCASION  
DE L'ENTREE EN FONCTION DE SON NOUVEAU DI-  
RECTEUR M. ERNST ULRICH VON WEIZSACKER,  
SUCCESEUR DE M. KONRAD VON MOLTKE.*

L'environnement naturel ignore les frontières nationales. Toute politique de l'environnement doit donc être internationale. Celle-ci a cependant besoin d'être enracinée dans les politiques nationales, régionales et locales ; elle doit l'être également dans la société dans son ensemble et dans sa culture. Elle doit l'être aussi au niveau de l'individu, sur le lieu de travail et dans la vie de tous les jours.

Malgré les améliorations parfois constatées, l'environnement naturel reste sérieusement menacé en Europe. Les forêts d'Europe centrale font l'objet de destructions dramatiques : rivières, lacs et mers restent soumis à une pollution importante ; de nombreuses espèces animales et végétales ont disparu, ou sont en voie de disparition. L'aggravation de la pollution de l'environnement constitue une menace grandissante pour l'humanité, menace qui s'accroît à mesure qu'augmentent les risques de contamination par les substances toxiques ou cancérogènes, et que se dégrade la qualité de l'environnement quotidien.

Cette menace commune est un facteur d'unité pour les pays européens. Un effort systématique destiné à protéger l'environnement a été entrepris dans la plupart des pays, mais des progrès significatifs ne seront réalisés que si une coopération internationale s'instaure réellement. Un cadre juridique destiné à combattre la pollution atmosphérique à longue distance a été créé et regroupe les pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est. Les pays riverains de la Méditerranée, ceux de la Mer du Nord et ceux de la Mer Baltique sont parvenus à des accords réglementant plus strictement la pollution. Plus de soixante-dix directives concernant l'environnement ont été adoptées au niveau de la Communauté européenne, et doivent être mises en œuvre dans les dix Etats membres. Les désaccords sur certaines nouvelles directives, (telles que la question du plomb dans l'essence) font maintenant les gros titres de la presse internationale, phénomène révélateur de l'importance prise par la politique européenne de l'environnement dans l'opinion publique.

La politique européenne de l'environnement demeure un sujet complexe et très discuté qui, sous certains aspects (ses instruments juridiques) reste encore peu développé. Au niveau de la Commission, cette politique est conçue par

la Direction générale XI (Environnement, Protection des consommateurs et Sécurité nucléaire). Les propositions de directives y sont élaborées, mais doivent ensuite franchir un certain nombre d'obstacles en liaison avec la politique industrielle, l'agriculture et certains autres secteurs. Après avoir été examinées par le Parlement européen, elles doivent ensuite être adoptées par le Conseil des ministres, puis transposées en droit national dans des délais prescrits, et enfin appliquées dans la pratique. Chaque étape implique autant de réactions, et il peut s'écouler facilement plus de dix ans entre un premier projet de directive et le moment où ses effets pratiques sont ressentis sur l'environnement. Néanmoins, les directives communautaires restent de loin les instruments les plus efficaces de la politique européenne de l'environnement.

A côté de la politique communautaire de l'environnement, il existe une coopération Est-Ouest au niveau des Nations Unies au sein de la Commission Economique pour l'Europe (ECE). Les accords et résolutions qu'elle adopte ne sont pas contraignants, elles rencontrent donc les mêmes difficultés de mise en oeuvre que celles adoptées dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP).



La politique européenne de l'environnement s'élabore en outre dans de nombreux secteurs parfois beaucoup plus difficiles à identifier. Les décisions prises en matière d'agriculture ou de transports, en matière de politique industrielle ou énergétique sont, en effet, d'une importance majeure pour l'environnement. On avance parfois que les effets négatifs de la politique agricole commune sur l'environnement dépassent de loin l'ensemble des effets positifs de toutes les mesures explicitement adoptées pour protéger l'environnement dans les zones rurales.

La politique européenne de l'environnement ne doit en aucun cas, entrer en contradiction avec une politique économique moderne. Il y va de l'intérêt et de l'économie et de l'environnement que d'analyser suffisamment tôt les relations de cause à effet de ces composantes. Tous les acteurs de la politique européenne de l'environnement ne peuvent que tirer profit de ce type d'analyse, exceptés toutefois ceux dont le profil repose sur l'ignorance. Directives, lois et incitations pour le développement de technologies peu ou non polluantes doivent être fondées sur ce type d'analyse également ; inversement, toute analyse doit inclure une évaluation de l'efficacité des directives, des lois et des incitations existantes.

La politique européenne de l'environnement est devenue l'une des tâches majeures de l'Europe. Elle constitue maintenant un enjeu politique, économique et culturel. L'institut pour une Politique Européenne de l'Environnement y a consacré l'essentiel de son activité.

BONN-LONDRES-PARIS, le 1er Septembre 1984



## ABATTAGE DE MANGLIERS EN EQUATEUR

Parmi les nombreux problèmes auxquels doit faire face l'Equateur, l'abattage des mangliers est l'un des plus graves. Les mangroves sont une formation écologique particulière, situées entre la laisse de haute mer et la laisse de basse mer des régions tropicales de la planète. Les mangroves sont situées le long de la côte équatorienne et principalement à l'embouchure de tous les cours d'eau du pays.

Du fait qu'ils sont peuplés de nombreux organismes, depuis les petits invertébrés jusqu'aux grands vertébrés, les mangroves revêtent une très grande importance écologique. Les micro-organismes, que l'on trouve principalement dans les sédiments ou dans les couches superficielles, contribuent à l'équilibre de l'écosystème et sont consommés par des organismes plus importants dont un grand nombre présente un intérêt économique certain.

Avec la diffusion des techniques d'élevage des crevettes, au début des années 70, nombre de mangliers ont été abattus, car les mangroves sont situées sur des sites qui conviennent particulièrement à ce type d'activité. Il s'ensuit la destruction d'un écosystème particulièrement stable qui se traduit par l'extinction rapide de nombreuses espèces sauvages ainsi que par la disparition de nombreux emplois dans les régions avoisinantes. C'est ainsi que le crabe bleu, dont la vente était la principale source de revenu de la majorité des foyers qui vivent en bordure des estuaires, est en voie de disparition. Bien équipée, une usine de conditionnement de crevettes n'emploie guère plus de 15 personnes, de sorte que la disparition du crabe voue au chômage les autres habitants.

Le développement de l'industrie de la crevette qui est le secteur industriel de l'Equateur dont la progression est la plus rapide - ne s'est traduit par aucune amélioration du régime alimentaire de la population, car 85% de la production sont exportés, le reste, qui est constitué de crevettes de mauvaise qualité, n'est consommé que par les couches les plus aisées des trois principales villes du pays.

Si l'on veut éviter la disparition des mangroves, ainsi que celle de tous les organismes qui les peuplent, il faut s'intéresser dès aujourd'hui à ce problème écologique.

Elisabeth BRAVO V.  
sociedad Francisco Gampos de Amigos de la  
Naturaleza.

DOCUMENTATION PRATIQUE POUR CLUBS ET  
ACTIVITES NATURE

Le Centre d'Initiation à la nature de BOULT-AUX-BOIS (Association sans but lucratif) vient de rééditer l'ensemble des fiches techniques réalisées de 1979 à 1983 à l'intention des clubs CPN (Connaissance et Protection de la Nature).

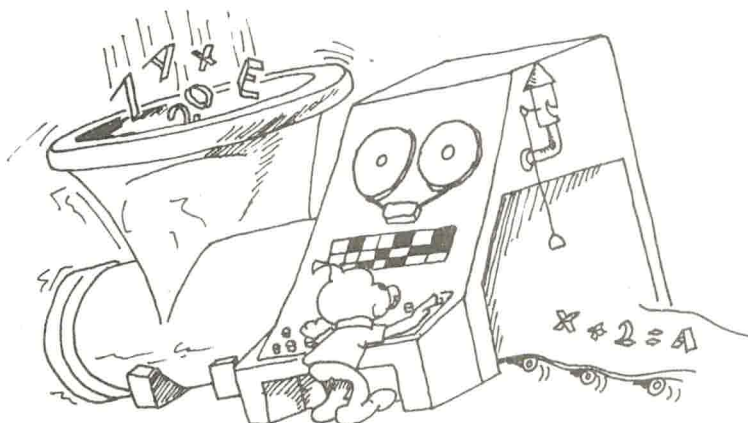
Cette documentation constitue pour les membres ou les animateurs d'un club ou d'une activité-nature, pour les enseignants et plus généralement pour tous ceux qui veulent découvrir notre environnement naturel, un dossier d'une quinzaine de fascicules ("fiches techniques"), consacrés à des sujets comme :

- la plantation des arbres, l'observation des oiseaux, du ciel,
- le nourrissage hivernal des oiseaux, l'avancée du printemps,
- comment constituer une réserve naturelle, protéger les rapaces,
- quels sont les meilleurs guides pour reconnaître les plantes, les arbres, les oiseaux...
- \* Pour recevoir l'ensemble des fiches, envoyer votre règlement (à l'ordre du C.I.N. : 60,F TVA et port compris) au Centre d'Initiation à la Nature de BOULT-AUX-BOIS, 08240 BUZANCY)
- \* Pour recevoir la gazette des Terriers et des fiches techniques (numéros parus et à paraître en 1984, 1 ou 2 fiches techniques par numéro, 4 numéros par an).

Abonnement pour 1984 : 45,00 F

soit 105,00 F TTC pour la collection parue de 1979 à 1984.

# formation ffspn



## INFORMATIQUE ET VIE ASSOCIATIVE

A l'heure de l'information, il est important que les associations profitent de l'aide que peut leur apporter l'ordinateur. Dans ce but, le CREPAN et la FFSPN organisent un stage :

"Informatique et Vie associative"

du mercredi 16 janvier au samedi 19 janvier 1985 à CAEN.

Ce stage a pour but d'initier ses participants à l'utilisation de l'informatique dans le fonctionnement d'une association pour :

- la comptabilité
- la gestion de fichiers
- l'accès aux banques de données
- la formation et l'information des scolaires et grand public.

Micro-processeur, disquette, mémoire, basic, imprimante seront des termes vite démythifiés au cours du stage. Ses exposés théoriques alterneront avec des travaux pratiques sur différents matériels.

Les stagiaires se familiariseront ainsi avec l'utilisation d'une imprimante, d'unité de disquette, de disque dur, tout en découvrant à chaque étape l'intérêt de ce matériel pour renforcer l'efficacité d'une association.

Avec l'aide de la bibliothèque de la Faculté des Sciences, de l'Université de CAEN, il est prévu que les participants soient associés à l'interrogation de grandes banques de données internationales.

Une visite guidée du Salon de l'Informatique de CAEN qui se tiendra à la même époque permettra à chacun de se renseigner sur un grand nombre de modèles actuellement présents sur le marché.

C'est ainsi que la dernière journée permettra de définir des critères de choix d'un ordinateur qui répond le mieux au besoin d'une association donnée, avec ses problèmes particuliers.

Attention! N'ayez pas peur de ce stage, très technique ! Il sera à la portée de chacun, vous en partirez enrichi.

Et, en guise de récréation, vous aurez droit de vous confronter aux jeux écologiques spécialement conçus pour ce stage.

Vous pouvez d'ores et déjà vous inscrire en envoyant une fiche d'inscription à la FFSPN.

## GESTION DE L'EAU

A la suite du stage sur la "GESTION DU PATRIMOINE EAU", organisé en avril 83 à l'initiative du CREPAN, cette association a réuni les exposés et débats qui ont eu lieu pendant cette session dans une plaquette disponible à la FFSPN.

Il s'agit d'un tour d'horizon sur la gestion actuelle de ce patrimoine commun, pour essayer de bien comprendre les problèmes qui se posent et essayer d'entrevoir une solution à cette "mort" lente de l'eau

Prix : 20,00 F plus 6,50F de port.



# minute... dernière minute... dernière

La S.E.P.N.B. organise un stage "DECOUVERTE DES OISEAUX MIGRATEURS" dans le golfe du Morbihan

le samedi 22 (après-midi) et le dimanche 23 décembre 1984

Prix : 200,00 F comprenant encadrement et prêt de matériel, la pension en hôtel tout confort.

100,00F sans hébergement.

Renseignements et inscriptions :

SEPNB - BP 209 - 56006 VANNES CEDEX - tél. (97) 40.92.95

\*\*\*\*\*

Nous venons d'apprendre avec une grande tristesse le décès du Professeur VAYSSIERE. Eminent naturaliste, ardent promoteur d'une politique de protection du patrimoine naturel en France, affable et chaleureux avec ceux qui le rencontraient, le professeur VAYSSIERE avait marqué ceux qui le fréquentaient. J'avais eu la chance de le voir fréquemment lors de la première affaire de la Vanoise (1969/1971), de travailler avec lui à cette occasion et de l'apprécier.

C'est pourquoi, au nom de la FFSPN, j'ai adressé à sa famille l'expression de nos plus vives condoléances.

J.P. RAFFIN

La lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature, de l'Office des Nouvelles internationales.

Directeur de la publication : Y. BENASSI

Rédaction : FFSPN - 57, rue Cuvier - PARIS Cédex 05

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES  
8, villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE.

